

# Finances : le fromage suisse des sociétés holding

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - (1981)

Heft 615

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1012322>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Le fromage suisse des sociétés holding

*L'Association suisse des sociétés holding et financières est inquiète. Voyez-vous cela! Elles n'étaient plus que 12 793 sociétés holding sous forme de sociétés anonymes à la fin de l'année dernière, contre 13 222 l'année précédente. Evolution fâcheuse et préoccupante. Pas besoin d'aller chercher bien loin les causes de cette cure d'amaigrissement, nous citons ladite association, à l'intention des analphabètes de la finance: «Le débat relatif à l'introduction de nouveaux impôts spéciaux frappant le secteur financier a des effets défavorables; à l'étranger, l'opinion selon laquelle la Suisse adopte une attitude de plus en plus hostile au secteur financier se répand toujours davantage.» Un bilan globalement négatif, donc, malgré les efforts constants des grands instituts bancaires de notre pays — pour mémoire: Crédit Suisse et Banque Populaire Suisse en première ligne — pour conserver à la Confédération helvétique sa réputation de sérieux et de solidité en matière financière.*

*Il ne suffit donc pas que certaines limitations dans les transferts de capitaux et dans le trafic des paiements avec l'étranger aient été récemment levées, il faut aller encore plus loin.*

*Exagéré, direz-vous, pris d'une quinte de zieglerisme aigu.*

*Suivez le raisonnement en deux temps des sociétés holding!*

*Constat: «La stabilité politique, juridique et économique de notre pays, sa situation géographique centrale et son secteur des services efficace et à vocation internationale ont fait de notre pays une place avantageuse pour les sociétés holding.»*

*Conclusion: «Les possibilités de développement économiques de la Suisse, pauvre en matières premières, portant avant tout sur le secteur des services, il serait déraisonnable de se priver de ces avantages et d'accepter sans réagir l'exode des sociétés holding.»*

*Autrement dit: on n'a pas de matières premières, mais on a des holding... Une seule différence: on exploite les réserves de matières premières et on est exploité par les holding. Et voici pourquoi il serait exclu de faire payer au secteur financier cette fameuse «stabilité» helvétique dont il profite. La leçon vaut bien un fromage.*

produit par trois réacteurs du Département américain de l'énergie qui ont été construits spécialement à cet usage. Le plutonium qui est produit dans les 74 centrales nucléaires américaines restait jusqu'à présent contenu dans les déchets hautement irradiés. Un nouveau procédé utilisant la technique du laser est en train d'être étudié au laboratoire national «Lawrence Livermore» qui permettrait d'enrichir le plutonium contenu dans les déchets au niveau requis pour l'armement atomique.

### LA GRANDE BOUFFE

La production de plutonium et de tritium à usage militaire doit encore s'accroître de 70% d'ici à 1985, de manière à fournir les têtes nucléaires à 14 000 nouveaux engins en plus du nombre d'engins existant à l'heure actuelle et qui est évalué entre 10 000 et 20 000. Le problème du coût de fabrication des engins nucléaires rend effectivement séduisant le recours à la diversification de l'approvisionnement en plutonium grâce à la filière commerciale.

L'administration américaine a également demandé à la Grande-Bretagne de lui fournir le plutonium dont elle aura besoin à usage «civil» si celui qu'elle produit est utilisé à des fins militaires. La firme nationale anglaise British Nuclear Fuels Ltd retraite les déchets radioactifs des usines anglaises et serait le fournisseur potentiel des Etats-Unis. Un porte-parole de la firme a déclaré qu'un contrat de fourniture éventuel serait soumis «aux règles habituelles de sauvegarde» mais il n'est pas évident que les USA et la Grande-Bretagne ont les mêmes conceptions sur ce que signifient les «règles de sauvegarde» en question. Pomme de discorde en vue: les Américains ont jusqu'à présent indiqué que le plutonium qu'ils cherchent à acheter en Grande-Bretagne doit permettre d'alimenter le surgénérateur de Clinch River; les spécialistes britanniques en doutent: le programme américain de surgénérateur n'est censé en être qu'à un stade expérimental.

### PACIFISME

## Atome civil ou militaire: même combat

Nouvelles perspectives pour le mouvement pacifiste européen et mondial, dans sa marche main dans la main avec les courants antinucléaires. Selon l'agence Wise, l'administration Reagan va mettre le point final à un projet qui effacerait toute distinction entre le nucléaire dit civil et le nucléaire militaire. En substance: le gouvernement américain serait autorisé à retraiter les déchets radioactifs des centrales nucléaires en activité sur le sol des USA pour son propre usage, lisez pour se procurer

le plutonium nécessaire à son armement atomique et à l'alimentation de ses surgénérateurs.

Inutile de noter que si une telle décision était prise, elle pourrait justifier par exemple des limitations supplémentaires à l'information du public sur le fonctionnement des centrales, sous le couvert du secret militaire; elle pourrait justifier aussi un contrôle policier renforcé des groupes opposés à l'énergie nucléaire et des travailleurs de l'atome, sous le couvert de la défense nationale.

Quelques précisions qui permettent de situer ce virage décisif.

Le plutonium à usage militaire est jusqu'à présent